

Post-scriptum/Postscript

par Howard Zinn et Noam Chomsky

© copyright 2003
All Rights Reserved

Version française

Communication au colloque international de Grenoble de janvier 2002, par Howard Zinn (Université de Boston) :

Je regrette de ne pouvoir assister à la conférence de Grenoble sur la mondialisation parce que, à mes yeux, il est particulièrement important, à ce moment précis de l'histoire mondiale, que les hommes et les femmes de différentes nations ainsi que les différentes cultures unissent leurs forces pour résister à la mondialisation capitaliste qui menace les droits de l'homme partout dans le monde. A la mondialisation engendrée par la soif de profit des grands groupes, nous devrions riposter en suscitant une mondialisation d'un autre type - le terme d'internationalisme, issu de la "Vieille Gauche" marxiste, serait le plus approprié - une mondialisation fondée sur la création de liens entre les peuples du monde entier, sur la coopération, la justice économique et le refus absolu des guerres nationalistes. Quant à nous, Américains, appartenant à un pays qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale, agit en grand prédateur, l'obligation nous échoit de créer un mouvement de résistance contre les interventions militaires et la domination économique de notre gouvernement. Mais seul un mouvement d'ampleur mondiale pourra y parvenir. J'espère que la conférence de Grenoble marquera une étape vers la constitution d'un tel mouvement.

Communication au colloque international de Grenoble, par Noam Chomsky (Institut de Technologie du Massachussets) :

Avec à peine une pointe d'ironie, le principal quotidien d'affaires de langue anglaise (*The Financial Times*) a décrit la rencontre de Davos comme "la réunion des maîtres de l'univers." Il est logique qu'une telle concentration du pouvoir privé s'attache autant que possible à concrétiser ses espoirs, en instrumentant les Etats qu'elle contrôle largement. Historiquement cela n'a rien de nouveau, pas plus que les luttes qui s'y opposent et tentent d'inverser le processus. Si les modalités se renouvellent, les principes de base, ancrés dans les structures internationales, demeurent inchangés.

Pour le gouvernement américain et les intérêts économiques et financiers qu'il représente très largement, l'Accord Inter-Américain de Libre-Echange (Free Trade Agreement of the Americas, FTAA) marquerait une étape de plus vers la réduction du secteur public - espace des choix démocratiques - et le transfert de décisions concernant des aspects majeurs de la vie, au profit de ces puissances privées qui entretiennent des liens aussi bien entre elles qu'avec des Etats puissants, tout en n'assumant pratiquement aucune responsabilité face à la société. Cet accord n'a rien à voir avec un objectif de croissance: il est indéniable que la période dite à tort de "mondialisation" a connu une croissance inférieure à celle de la période précédente, du moins chez tous ceux qui se sont pliés à la règle. Il n'a rien non plus à voir avec le "libre-échange", pour des raisons qui ont été souvent débattues. On se fera une meilleure idée de ce qui est envisagé, si l'on examine l'extension programmée de la privatisation des "services" (nous entendons par là pratiquement tout ce qui relève du domaine public). Un tel projet est la réplique exacte des programmes de démantèlement des retraites, de l'école publique, et de ce qui reste de la santé publique etc., aux Etats-

Unis. Subsidiatement, il permet d'étendre la doctrine des "prélèvements régulateurs", élaborés pour saper les programmes gouvernementaux susceptibles d'entraver d'éventuels profits (ce qui, dans le nouveau jargon technique, est assimilé à une "expropriation"); dans la mesure où les gouvernements sont responsables devant l'opinion, cela signifie la disparition des programmes sociaux.

La "communauté américaine du renseignement", conjointement avec les milieux d'affaires et les milieux universitaires, a récemment rendu publics les éventuels scénarios pour les 15 ans à venir. Le plus "optimiste" voulait que la mondialisation continue sur sa lancée: cela n'amènerait qu'à une plus grande instabilité financière (qui saperait ainsi la croissance) et à une inégalité croissante (soit à une moindre "globalisation", stricto sensu). Pour l'Amérique latine, massivement affectée par l'Accord Inter-Américain de Libre-Echange, les experts prédisent que le Mexique, le Brésil et le Venezuela s'en tireront bien – du moins les couches privilégiées de ces pays – en partie parce que les Etats-Unis entendent s'appuyer davantage sur les ressources des deux Amériques. Les autres pays resteront pour la plupart à la traîne, la région andine en particulier risquant d'être sinistrée.

Tirant le bilan des deux dernières décennies devant l'Association Economique Américaine, Jose Antonio Ocampo, Secrétaire exécutif de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (ECLAC), a observé que la promesse des "réformes" de l'ère de la soi-disant "mondialisation" n'a pas été tenue. C'est dans les régions qui les ont appliquées le plus fidèlement, en particulier l'Amérique Latine, qu'elles se sont révélées un "mirage". Sans doute des régions se sont-elles développées plus rapidement que d'autres: elles suivaient en cela un modèle historique, contredisant ainsi le dogme de la "libéralisation économique extensive". A cet égard, rien ne laisse penser que l'avenir différera du passé. Ocampo a beaucoup insisté sur un point: la démocratie décline quand le pouvoir de décision des citoyens sur les questions économiques et sociales diminue; ils doivent jouer leur rôle dans le cadre de "l'autonomie nationale"; il n'est aujourd'hui d'autre alternative. L'Accord Inter-Américain de Libre-Echange réduira à terme le pouvoir de la société civile, avec les conséquences qui s'imposent.

English Version

Message to the International Colloquium held in Grenoble, France, January 2002, by Howard Zinn (Boston University):

I am sorry I cannot be at the Grenoble conference on globalization, because I think it is so important at this juncture in world history for people from various nations and cultures to join in trying to resist the capitalist globalization which threatens human rights everywhere. Our response to the globalization motivated by corporate profit should be to create a new kind of globalization -- perhaps better described by the old Left word "internationalism" -- which is based on creating ties among people all over the world, based on cooperation, economic justice, and an absolute refusal to engage in national wars. We in the United States, as the great marauder in the world since the end of the second World War, have a special obligation to create a resistance movement against military interventions and economic domination by our government. But it will take a global movement to accomplish this, and I hope the Grenoble conference will be an important step towards such a movement.

Message to the International Colloquium held in Grenoble, France, January 2002, by Noam Chomsky (Massachusetts Institute of Technology):

With only a touch of irony, the leading English-language business daily (*Financial Times*), referred to the Davos meetings as a gathering of "the masters of the universe." It is entirely natural that concentrations of private power should seek to bring such hopes to fruition as much as possible, using the instrumentality of the states that they largely dominate. That's nothing new in history, nor is the struggle to prevent it and reverse the process. Modalities are always novel, basic principles, rooted in institutional structures, remain.

For the United States' Government, and the domestic sectors it largely represents, the *Free Trade Agreement of the Americas* [FTAA] would be a further step towards reducing the public arena -- the arena of democratic choice -- and transferring decisions over major aspects of life to the hands of private power concentrations, linked to one another and to powerful states, but scarcely accountable to the public. This has nothing to do with fostering economic growth: uncontroversially, the period misleadingly called "globalization" has been one of lower growth than before, at least for those who followed the rules. It has little to do with "free trade," for reasons often discussed. A better sense of the intent is given by the planned extension of privatization of "services" -- meaning just about anything that falls within the public arena; these projects are a counterpart to domestic programs to dismantle social security, public schools, what there is of public health care, etc. A related goal is to extend the doctrine of "regulatory takings," contrived to undermine governmental programs that might interfere with potential profits (that are "tantamount to expropriation" in the new technical lingo); to the extent that governments are accountable to the public, that means public programs.

The "US intelligence community," in association with representatives of business and academic professions, recently released its projections of possible scenarios for the next 15 years. The most "optimistic" was that globalization would proceed on course, leading to greater financial volatility (thus undermining growth) and greater inequality (thus less "globalization" in the technical sense). For Latin America, with FTAA as a central component, they predicted that Mexico, Brazil, and Venezuela should do well -- meaning, privileged elements within these countries should do well -- in part because the US intends to extend its reliance on Western Hemisphere resources. Most others will fall behind, and the Andean region in particular may be a disaster.

Reviewing the record of the past two decades in an address to the American Economic Association, the Executive Secretary of the *Economic Commission for Latin America and the Caribbean* [ECLAC], Jose Antonio Ocampo, observed that the promise of the "reforms" of the so-called "globalization" era were not fulfilled. In the regions that adopted them most fully, Latin America in particular, the promise proved to be "a mirage." There were regions of faster growth, but these followed the historical pattern, violating the dogmas of "extensive liberalization." There is no rational argument suggesting that the future will be different from the past in these respects. Ocampo also reiterated the important point that meaningful democracy declines as the role of the public in determining social and economic policies is diminished; the public role must be within the framework of "national autonomy," there being no current viable alternative. The FTAA is designed to diminish the public role, with the obvious consequences.